

LA VIE INTERNATIONALE

B-3

P. 107 a.
27-1-1-1
18 - November '97

RWANDA

Situation intérieure

François Léotard inspecte aujourd'hui le dispositif « Turquoise »

Rwanda : les assassins racontent leurs massacres

Horriés par leurs découvertes, les militaires français recueillent, de village en village, les aveux de tueurs sans remords.

NYAGURATI :
de notre envoyé spécial,
Patrick de SAINT-EXUPÉRY

Hier, quarante soldats français ont découvert l'enfer au pays des mille collines.

Combattants d'élite, issus des commandos de l'air de Nîmes et des groupes d'intervention spéciaux de la gendarmerie, ils s'aventurent pour la première fois à l'intérieur du territoire rwandais. Dans leurs trois jeeps, on embarque un matériel sophistiqué : fusils d'assaut à lunettes de visée nocturne, systèmes radio ultra-performants, fusils Mac Milan capables de percer tous les blindages, armes de précision pour riposter aux assauts de franc-tireurs... Leur mission est simple : reconnaître deux endroits distants d'une trentaine de kilomètres de Kibuyé, où des « incidents » sérieux sont signalés.

Deux heures de route, ponctuées de quelques haltes pour vérifier la position exacte du village de Nyagurati, dans le secteur de Kagabiro. A chaque arrêt, le groupe se déploie en protection rapprochée. Entre eux, les hommes parlent le moins possible.

Une bifurcation à gauche : la piste est raide, presque impraticable. Quelques kilomètres de grimpe vers le sommet d'une colline et le village de Nyagurati apparaît.

Tout de suite, le ton est donné : un Rwandais ivre mort s'approche en agitant frénétiquement une machette. Les soldats ne bougent pas. Impressionné, comme brutalement réveillé, le Rwandais décide de saluer plutôt que de frapper. Devant les commandos français équipés du meilleur armement qui soit, l'homme se lance dans une furieuse danse du sabre...

La scène est grotesque mais nul n'a envie de rire. Les renseignements étaient bons : à Nyagurati, petit village de 600 habitants, des événements au-delà de l'horreur se produisent tous les jours.

« J'ai tué

Le ministre de la Défense, François Léotard, est ce matin dans la zone frontalière entre le Rwanda et le Zaïre, où la France achève de déployer les deux mille cinq cents hommes de l'opération « Turquoise ». Accompagné du secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry, il doit inspecter le dispositif français le long de la frontière rwandaise, à Goma et à Bukavu. Le ministre doit ensuite entrer au Rwanda pour visiter les positions avancées françaises.

Les forces spéciales françaises ont évacué hier par hélicoptères vers

Goma trente-cinq religieuses et huit jeunes orphelines de Kibuye, dans l'ouest du Rwanda, où elles se sentaient « menacées ». C'est à Goma qu'a été installée la cellule humanitaire de l'opération « Turquoise ». Un premier contingent de quarante hommes y est arrivé hier avec des tonnes de médicaments et de nourriture. Une autre antenne sera établie à Bukavu, à 120 km plus au sud.

Le commandant de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), le général canadien Roméo Dallaire, a affirmé hier à Kigali

que le Front patriotique rwandais (FPR) est « toujours déterminé à combattre les Français s'ils s'avancent jusqu'aux lignes de front ». L'officier doit rencontrer demain à Goma le commandant de l'opération « Turquoise », le général Jean-Claude Lafourcade. Le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a déclaré que les militaires français « éviteront autant que possible tout contact avec le FPR ». Paris a envoyé quatre avions de reconnaissance Mirage F 1 CR au Rwanda dans le cadre de la mission « Turquoise ». (AFP, Reuter.)

peuvent voir, on est entre 5 000 et 8 000. Ils nous chassent sans répit. Une dizaine de soldats des forces armées rwandaises, accompagnés de 150 miliciens armés de machettes, arrivent tous les matins vers dix heures et ça commence. Nous, on court, on court, mais on n'en peut plus...

Peu à peu les fuyards s'approchent des soldats français. En quelques minutes, ils sont 70. Tous malingres, visiblement épuisés. Leurs vêtements sont en lambeaux, certains portent des plaies causées par des coups de machettes. Un enfant à la fesse gauche arrachée, un homme le bras à moitié sectionné.

« Restez ou nous mourrons ! »

Scène pathétique, hallucinante. Ces gens vivent un enfer quotidien depuis deux mois. Ils ont tous le regard égaré, les membres efflanqués, les traits figés. Ce sont des survivants. Ils s'en rendent à peine compte, ils n'ont plus la force de réfléchir.

Seul Eric Nzabihimana, le chef du groupe, a conscience de la situation. « Aujourd'hui encore, dit-il, les miliciens et les soldats sont venus nous attaquer et brûler les champs pour nous empêcher de manger. Ils se sont répartis en trois groupes et nous ont encerclés. Nous ne pouvons rien faire. »

Tout à l'heure, dans le petit village hutu, les soldats français étaient choqués. Maintenant, ils se rendent compte qu'un véritable génocide se déroule sous leurs yeux. Jamais ils n'auraient pu imaginer chose pareille. Leur gorge se serre lorsqu'ils écoutent le récit du vieil homme.

« Dès le 7 avril, les militaires et les miliciens ont commencé à nous tuer, à brûler nos maisons et à voler nos vaches. Depuis, cela ne s'est pas arrêté. Le 18 avril, j'ai vu les miliciens tuer 4 000 réfugiés à l'hôpital de Mugonero. Ma femme et mes enfants étaient là, ils sont morts. Ils sont enterrés dans la fosse commune qu'ont creusée les

couteau. Regardez ! Le sang coule encore. Il était caché dans un champ. Quand ils y ont mis le feu, il a coulé. Il a coulé, mais ils l'ont rattrapé ».

Brutalement, un jeune tutsi sort du groupe des rescapés, en proie à une colère extrême : « Lui, hurle-t-il, pointant du doigt l'instituteur hutu qui sert de guide aux militaires français. Il s'appelle Jean-Baptiste Twagirayezu et c'est le chef des miliciens. C'était mon professeur, je le reconnais ! » Le jeune tutsi est ceinturé par deux réfugiés. Le lieutenant-colonel Diego s'approche de lui et l'interroge :

« Tu es sûr ? Tu le reconnais ? »

« Oui, hurle le jeune homme, il est venu ici tout le temps nous attaquer. C'est un chef des miliciens. Il a tué ma sœur et mon frère. Je le reconnais, c'était mon professeur... »

« Tu es bien sûr ? », insiste l'officier français.

« Oui, je l'ai vu. Un jour, il est venu avec le préfet de Kibuye et ils ont discuté longtemps ensemble. Après, c'est devenu encore plus difficile pour nous. La chasse à l'homme s'est intensifiée ».

L'instituteur hutu, réfugié dans une voiture, s'est mis à trembler. Sans conviction, il tente de nier : « Ces gens ont commis des crimes terribles », bredouille-t-il.

Le lieutenant-colonel Diego ordonne à un soldat de protéger l'instituteur chef de milice. Il règlera ça plus tard. Pour l'heure, il lui faut partir. La nuit tombe.

« Nous allons revenir, as-

enfants. Toutes nos femmes ont déjà été assassinées. On ne peut plus tenir... »

« Pour l'instant, reprend avec une patience infinie le lieutenant-colonel Diego, nous ne pouvons rien faire. L'important, pour vous, c'est de survivre encore deux ou trois jours. On reviendra, on sait où vous êtes... »

L'ordre de départ est donné. Les soldats français embarquent dans leurs trois véhicules. L'instituteur hutu est placé sous bonne garde : « Ces gens-là nous ont attaqués », martèle-t-il.

Arrivés dans le village de Muguba, l'officier le prend en tête à tête : « Alors, tu es responsable de milice ? » L'homme fait mine de ne plus comprendre le français. « Je te préviens, reprend le lieutenant-colonel Diego, je sais que tu comprends ce que je dis. Alors je vais te le dire une fois et tu tâcheras de ne pas l'oublier : si tu recommandes, ça se passera très, très mal ! Compris ? »

De retour à Kibuye, à la nuit tombée, les soldats français discutent entre eux. Écœurés et amers. « Que va-t-on pouvoir faire ? » se demandent-ils. « Jamais je n'aurais imaginé cette folie furieuse », dit l'un. Le lieutenant-colonel est encore sous le choc : « J'ai de l'expérience mais ça... » li ne se fait pas d'illusion : « Avant que l'on puisse intervenir à Besesero, au moins 2 000 autres réfugiés seront assassinés. »

L'air épuisé et plein de remords, l'officier français envoie ses informations à l'état-major : « A eux, dit-il, de prendre

Milices en bleu-blanc-rouge

De nombreux véhicules militaires rwandais arborent de grands drapeaux français. Les soldats gouvernementaux en déroute s'abritent derrière la bannière bleu-blanc-rouge pour mener d'ultimes opérations de chasse à l'homme. Les réfugiés tutsis, qui savent que la France intervient de manière neutre, sortent naturellement de leurs caches devant des troupes qu'ils identifient comme françaises. S'ils tombent sur des miliciens ou des gouvernementaux portant le drapeau français, ils sont tués.



Les soldats français se rendent compte qu'un véritable génocide se déroule sous leurs yeux. (Photo AP.)

enfants ? Comment il a organisé la chasse à l'homme au nom de la pureté de la race ? Dégoûté, un lieutenant des commandos de l'air – pourtant habitué aux opérations difficiles – s'éloigne du groupe. « Je n'en pouvais plus d'entendre des choses pareilles »,

taient mal le peuple hutu. Je le sais, le préfet de Kibuyé m'a montré ces textes. Il est d'ailleurs venu ici pour vérifier comment ça se passait. Il m'a dit que je faisais du bon travail. »

Le lieutenant-colonel Diego n'en peut plus. Il donne l'ordre

avec une logistique aussi modeste ?

Toutes ces questions, le lieutenant-colonel Diego les formule à demi-mots, le temps de boire une bière dans le village de Mubuga. L'arrivée des soldats français dans cette petite localité a déclenché l'en-

naire de cette région, est embarqué dans un véhicule : il servira de guide. Une heure et demi de route, durant laquelle l'instituteur hutu ne cesse de répéter qu'il est « triste ». « Je ne peux pas revenir chez moi. Le FPR me l'interdit. Les réfugiés se sont regroupés sur

L'unique policier de cette localité perdue au milieu des collines raconte sans embages : « Nous avons tué quelques Tutsis, ça ne dépasse pas la cinquantaine. C'étaient des adultes, mais il y avait aussi des femmes et des enfants. Vous voyez cette rangée de maisons, à gauche ? Ils habitaient là. On a tout incendié. Il fallait qu'il ne reste rien. »

L'instituteur - Hutu lui aussi - se joint à la discussion. « Il y a eu beaucoup de morts ici, avoue Atanase Kafigita. Tous les soirs, des malfaiteurs descendent des collines pour nous attaquer. Nous, on se défend. Moi-même, j'ai tué des enfants. »

Le policier reprend : « Tout ça, c'est la faute des Tutsis. On les a tués parce qu'ils sont complices du FPR. On le sait. C'est pour ça qu'on les tue. Les femmes et les enfants aussi. C'est normal : les enfants des complices sont des complices. On les a donc tués. »

Sur les collines alentour, des dizaines de maisons sont brûlées : « On en a incendiées au moins 200, s'exclame l'homme de loi. Il ne fallait pas que les fuyards puissent revenir. On est des policiers municipaux. Ici, chacun a une arme. Avec les villageois, on partait le matin et tous les Tutsis qu'on trouvait, on les tuait. Vous savez, le bourgmestre nous a envoyés ici, dans ce village, pour faire fuir les malfaiteurs et les complices. C'est ce que nous avons fait. On avait des ordres. »

Les soldats français écoutent sans broncher. Partis de Nîmes en hâte, vendredi soir, ils découvrent brutalement une réalité inimaginable. Ils apprennent les règles de ce jeu macabre, cherchent à comprendre, s'assurent qu'il ne revient pas. Comment accorder foi, au début, à un policier qui vous raconte spontanément comment il a assassiné des

imperturbable, le policier municipal et l'instituteur du village poursuivent leur tragique récit : « On a chassé tous les Tutsis du village, dit le premier. Mais on n'a pas pu les tuer tous. Ils se sont rassemblés là-haut, dans la forêt. Tous les soirs, ces malfaiteurs et les complices du FPR reviennent nous attaquer. Ils n'ont rien à manger et veulent prendre de la nourriture. Nous, on se défend. »

« Monsieur l'instituteur, vous trouvez que c'est normal de tuer des enfants sous prétexte qu'ils sont complices ? » L'enseignant refuse de répondre. Il tourne autour du pot, cherche vaguement à se justifier, puis finit par admettre, au détour d'une phrase : « J'avais 80 enfants en première année à l'école. Aujourd'hui, il en reste 25. Tous les autres, on les a tués ou ils sont en fuite. »

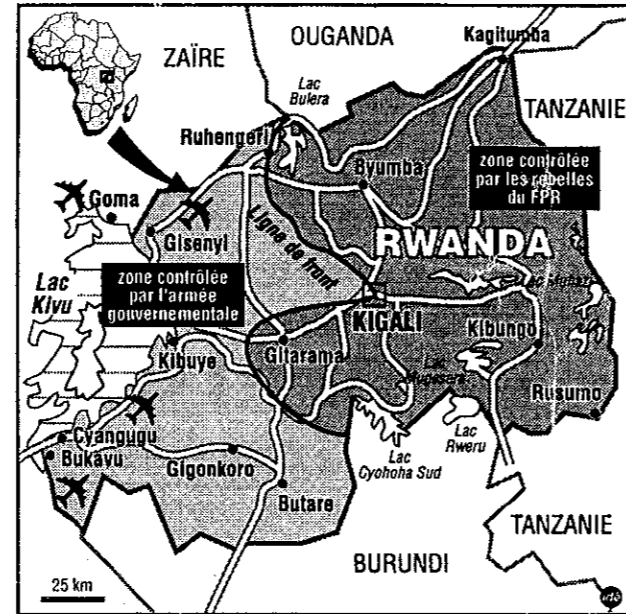
Le lieutenant-colonel Diego (un nom de code) est stupéfait : « Vous, instituteur, vous avez tué des enfants ? » Atanase Kafigita ne répond pas. Embarrassé, il change de sujet : « En face, dans la forêt, ils se comportent comme des rebelles. Ils ne pensent qu'à une chose, nous attaquer. Nous, on se défend. »

Le policier municipal vient à son secours : « Moi-même, j'ai tué au fusil dix malfaiteurs, dont deux enfants, c'était tous des complices. Mon chef m'a envoyé là pour ça. Il m'a dit : « Tous les Tutsis sont mauvais. Avant, du temps du président Habyarimana, on savait qu'il y avait un complot. On avait remarqué que des groupes de Tutsis se rassemblaient pour tramer des choses mauvaises. On a voulu les empêcher d'attaquer, on a pris les devants. »

Il reprend, décidé à convaincre les soldats français : « Il y avait eu de nombreux gestes qui montraient qu'ils voulaient nous attaquer... »

« Lesquels ? »
« Des écrits où ils tra-

geois hutus, tous armés de machettes, sont maintenant rassemblés sur la place du village : « Ce soir, on va encore attaquer les malfaiteurs », lance l'un d'eux.



Après avoir quitté le village, un gendarme français lâche dans un souflet : « Je n'ai jamais vu ça, c'est de la folie totale ! »

« Ces assassins qui nous acclament ! »

Le lieutenant-colonel Diego reste pensif : la mission attribuée à ses hommes se révèle plus compliquée que prévu : comment intervenir tout en restant neutres face à de tels agissements ? Comment calmer les esprits de montagnards enflammés par une propagande raciale officiellement déversée depuis des années par un gouvernement aux mains des extrémistes ? Comment intervenir dans un pays à la géographie aussi difficile

total. « J'en ai assez de voir ces assassins nous acclamer ! », lance, imperturbable, un gendarme.

Mais la mission n'est pas terminée. Le lieutenant-colonel Diego a un deuxième objectif : reconnaître la zone de Bisesero. Là-bas, selon des religieuses, des Hutus extrémistes se rassemblent pour exterminer 5 000 Tutsis réfugiés dans les collines. Selon le gouvernement rwandais, ce sont au contraire des Tutsis du FPR qui se regroupent pour lancer des assauts contre les villages hutus « purifiés ».

Pour savoir, il faut y aller. Et faire vite. Pendant le court arrêt dans le village de Mubuga, les soldats français restés en faction ont repéré deux coups de feu provenant justement de la zone de Bisesero.

Un instituteur hutu, origi-

nous attaquer. Ils veulent tous nous tuer. »

En quelques kilomètres, le paysage de cette région idyllique bascule dans le cauchemar. Sur les douces collines rwandaises, on ne distingue plus que des maisons brûlées et des champs dévastés. Alors que dans la vallée, tout près de là, tout paraissait tranquille. Désormais, on ne croise plus âme qui vive. Un cadavre gît dans le fossé, sans doute depuis des semaines. Les soldats français posent le doigt sur la gachette de leur arme. L'atmosphère se tend. De longs panaches de fumée s'élèvent vers le ciel bleu azuré. Des champs enflammés apparaissent. C'est la guerre. Ici, on est en train de s'assassiner.

D'un coup, quelques silhouettes fantomatiques apparaissent sur le bas-côté. Pareil à une volée de moineaux affolés, le petit groupe - paniqué par l'arrivée des véhicules français - se disperse dans le désordre. Seul un vieil homme, appuyé sur un bâton, reste immobile, comme indifférent.

Il s'appelle Eric Nzabihimana, il est tutsi. Il enseignait à l'école primaire de la commune de Gisovo. Trempé de sueur, épuisé, il raconte : « Nous sommes un groupe de 200 Tutsis. Depuis deux mois, l'armée et les miliciens rwandais nous poursuivent. Nous survivons ici, au sommet de ces collines, mais tous les jours ils viennent nous attaquer. Il y a deux heures, les miliciens ont tué cinq d'entre nous. Nous ne pouvons pas nous défendre, nous n'avons rien. »

Eric Nzabihimana s'exprime très bien en français. Et il parle sans pouvoir s'arrêter. Comme s'il allait mourir avant d'avoir pu expliquer ce qui se passe dans ce décor dévasté. « On n'en peut plus. Chaque jour, les miliciens et les autorités tuent quelques-uns d'entre nous. Ça fait deux mois, on est à bout. Partout ici, il y a des groupes de Tutsis en fuite. Là, sur les sommets que vous

Moi, j'ai fui dans les collines. J'ai retrouvé d'autres gens et on a formé ce petit groupe. Depuis deux mois, on n'arrête pas de courir. Tous ceux qui n'ont pas réussi à fuir ont été tués. Partout, il y a des cadavres. »

« Où par exemple ? » demande le lieutenant-colonel Diego.

« Là, juste ici, à deux mètres de vos voitures, il y a une tombe. »

Deux soldats français se précipitent. Un jeune Tutsi le guide derrière un fourré : « Voilà, c'est là ! » Bien cachée, couverte de troncs d'arbre et de boue, protégée par les broussailles, une fosse a été creusée.

La pluie a ramolli la terre. Deux pieds émergent du trou. « Mon colonel, lance un soldat, c'est exact ! »

« Il y a plusieurs dizaines de morts ici, précise un fuyard. Des trous comme celui-là, il y en a partout sur la colline. »

Quatre réfugiés apparaissent. Ils portent sur leurs épaules un brancard hâtivement composé de branches. Dessus, le corps d'un adolescent. « Il vient d'être tué par les miliciens, il y a deux heures, explique un rescapé. Ils lui ont découpé la gorge au

sure-t-il aux réfugiés, avec beaucoup d'émotion. Ne vous en faites pas : dans deux ou trois jours, nous serons là. En attendant, il faut se cacher et survivre ! »

« Mais ils vont nous tuer !, lance un jeune Tutsi. Restez ici ! Ne partez pas ! Je vous en supplie ! »

« Nous devons partir, tente d'expliquer l'officier. Mais nous reviendrons, je vous le promets ! »

« Non, on va mourir ! Restez, ou bien dites-nous où nous pouvons vous rejoindre ! Regardez, il ne reste plus que quelques hommes et quelques

une décision. Si on part là-haut protéger ces milliers de gens traqués comme des animaux, on s'engage d'un côté et on risque d'avoir toutes les milices et les autorités locales contre nous. Nous, on est prêts. Nous obéirons aux ordres. Mais sont-ils prêts à Paris ? »

Une sœur rwandaise passe : « Comment, s'exclame-t-elle, il y a encore de gens en vie à Bisesero ? Ce n'est pas possible ! Aucun être ne peut survivre comme ça pendant deux mois ! »

P. S. E.

CERRUTI 1881

P A R I S

SOLDES

BOUTIQUES HOMME

27, RUE ROYALE - 8° • 48, RUE PIERRE CHARRON - 8°

Private Stock

COMPAGNIE DE CALIFORNIE

GRANDE VENTE

COLLECTION ETE 94

Homme - Femme - Enfant

Du mercredi 29 juin au Dimanche 2 juillet inclus de 10h. à 19h.

27, rue Jean Jacques Rousseau Paris 1^{er}
(Métro Louvre - face au 40, rue du Louvre)